



Depuis trois mois, la mobilisation contre le projet de loi travail s'enracine durablement, comme le démontre le nombre de manifestants et d'initiatives dans les entreprises, sites industriels, zones commerciales... La détermination des salarié-e-s, jeunes, privé-e-s d'emploi et retraité-e-s est sans faille. L'entêtement du gouvernement, la violence de ses propos relayés par le patronat et leur mépris à l'égard du mouvement social renforcent cette détermination.

Pourtant, le Sénat voudrait durcir encore ce texte en supprimant les 35 heures ! Contre leur volonté de remettre en cause les droits des salarié-e-s d'aujourd'hui et de demain, **il faut que la lutte pour le retrait de cette loi et l'obtention de nouveaux droits s'amplifie !**

Le 20 mai, sept organisations (CGT, FO, FSU, Solidaires, UNEF, UNL, FIDL) ont demandé au Président Hollande à être reçues. Alors que celui-ci dit faire du « dialogue social » sa méthode de gouvernement, ces organisations attendent toujours la réponse à leur courrier !

En Centrale, nos organisations refusent d'être complices de la remise en cause des garanties des salarié-e-s du privé et du public.

C'est pourquoi nous appelons tous les agents à participer à la manifestation nationale

**mardi 14 juin
13h00 - Place d'Italie**



Assez de mépris, d'autoritarisme et de répression !

**Retrait de la loi « travail » !
Imposons des droits nouveaux !**

L'application forcée par le Gouvernement de l'accord « **Parcours Professionnels, Carrières et Rémunérations** » en dit très long sur sa conception du « **dialogue social dans la fonction publique** »... Ce « 49.3 social » traduit une volonté forcenée de déréglementation, prélude à la mise en œuvre de la réforme territoriale et de mobilités forcées.

Et que dire du récent rapport Laurent sur « le temps de travail dans la fonction publique » qui propose, par exemple, de **réduire le nombre de RTT et de supprimer les jours de fractionnement**.

Les agents de Bercy subissent, depuis trop longtemps, les **suppressions d'emplois** et les coupes budgétaires qui se traduisent par une **charge de travail en constante augmentation** et des **conditions de travail qui empirent**... Parallèlement, les restructurations s'enchaînent et riment avec **déstructurations** : aucun agent ni aucune mission n'y échappe...

Sourd à ces réalités, le ministère prépare, en ce moment, le **budget 2017** : il devrait, une fois de plus, prévoir des suppressions d'emplois et une **baisse des moyens budgétaires**.

Au surplus, il se prépare à instaurer le prélèvement à la source tout en poursuivant une stratégie de service public virtuel fondé sur le « tout numérique », au mépris des besoins réels de la population en termes de « contacts humains » avec les services.

La reconnaissance des agents est au point mort : le nombre de promotions internes s'effondre et les régimes indemnitaires sont gelés...

Les agents valent mieux que ça !

Bercy, le 7 juin 2016